



EXERCICE CLOS LE 30 JUIN

2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

**MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION ET
D'ORIENTATION DE PUY SEC**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

42, route du Château

SAINT MARTIN DE FRAIGNEAU (Vendée)



Maison Familiale Rurale
d'éducation et d'orientation de PUY SEC
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
42, route du Château
SAINT MARTIN-de-FRAIGNEAU (Vendée)

Exercice clos le 30 juin 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux membres de l'Association de la Maison Familiale Rurale de Puy Sec,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association la **Maison Familiale Rurale d'éducation et d'orientation de PUY SEC** relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes « Règles et méthodes comptables » et « subventions d'équipement » de l'annexe des comptes annuels exposent les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des immobilisations et aux subventions d'investissement de votre association. Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans ces notes et leur correcte application.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Maison Familiale Rurale
d'éducation et d'orientation de
PUY SEC

Exercice clos le 30 juin 2025

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes annuels

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon
le 4 décembre 2025
Le Commissaire aux comptes



Groupe Y – BOISSEAU
CHRISTOPHE POISSONNET



Maison Familiale Rurale
d'éducation et d'orientation de
PUY SEC

Exercice clos le 30 juin 2025

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes annuels

COMPTES ANNUELS



Compte de résultat

07

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	1 168	1 056
Ventes de biens et services		
Vente de biens	(21 864)	(17 385)
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	665 157	539 955
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	537 057	488 890
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	1 926	
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	53 216	47 439
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	13	2
Total (I)	1 236 672	1 059 957
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif	13	13
Autres intérêts et produits assimilés	6 950	8 749
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	6 963	8 762
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	240	15 845
Produits exceptionnels sur opérations en capital	16 904	17 831
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III)	17 144	33 676
Total des produits (I+II+III)	1 260 780	1 102 396
Solde débiteur = Déficit		111 871
Total général	1 260 780	1 214 267

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Achats de marchandises	98 881	99 939
Variation de stocks	444	1 911
Autres achats et charges externes	213 996	249 606
Aides financières	1 378	
Impôts, taxes et versements assimilés	14 188	14 838
Salaires et traitements	565 920	580 472
Charges sociales	196 197	194 034
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	56 436	53 792
Dotations aux provisions	15 701	9 119
Report en fonds dédiés		
Autres charges	7 405	579
Total (I)	1 170 545	1 204 290
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	5 609	3 670
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	5 609	3 670
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 227	4 119
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	204	1 608
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III)	2 431	5 726
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)	1 344	581
Total des charges (I+II+III)	1 179 929	1 214 267
Solde créditeur = Excédent	80 851	
Total général	1 260 780	1 214 267

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		

Bilan

BILAN

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	3 869	3 869		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	6 180	294	5 885	
Constructions	1 725 279	1 211 053	514 226	341 239
Installations techniques, mat. et outillage indus.	59 834	33 722	26 112	33 646
Autres immobilisations corporelles	266 237	234 461	31 776	42 519
Immobilisations corporelles en cours	146 452		146 452	63 760
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	424		424	412
Prêts				
Autres immobilisations financières	262		262	262
Total I	2 208 538	1 483 400	725 138	481 839
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours	4 503		4 503	4 947
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances cts., adh., usagers et cpt. Rattachés	173 313	22 462	150 851	100 208
Autres créances	18 374		18 374	21 776
Valeurs mobilières de placement	100 000		100 000	100 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	387 796		387 796	259 006
Charges constatées d'avance	13 753		13 753	7 376
Total II	697 740	22 462	675 278	493 314
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	2 906 278	1 505 862	1 400 416	975 152
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	464 654	576 525
Excédent ou déficit de l'exercice	80 851	(111 871)
Situation nette (sous total)	545 505	464 654
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	158 611	175 515
Provisions réglementées		
Total I	704 115	640 169
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	25 031	27 775
Total III	25 031	27 775
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	263 504	93 111
Emprunts et dettes financières divers	450	450
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	140 867	31 865
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	155 272	140 701
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	25 953	27 511
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	85 223	13 570
Total IV	671 269	307 208
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 400 416	975 152

ANNEXE 1

Objet social de l'association

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Moyens mis en oeuvre

Règles et méthodes comptables

Engagements financiers et autres informations

Notes sur le Bilan Actif

Notes sur le Bilan Passif

Informations sur le compte de résultat

Immobilisations

Amortissements

Provisions

Etat des échéances

Fonds de Roulement

ANNEXE

Total du bilan avant répartition : 1 400 416 Résultat : 80 851 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Conseil d'Administration.

1 - OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale :

MFR ST MARTIN DE FRAIGNEAU

est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901 .Sa durée est illimitée.

Son siège social est établi :

Puy sec 42 rue du château 85200 ST MARTIN DE FRAIGNEAU

L'association a pour but

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant,
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale,
- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial,

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue,

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association,

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints,
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison.

2 - NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

	TYPE DE FINANCEMENT ET EFFECTIFS		
	Ministère de l'Agriculture au 01/10/2024	Apprentissage au 01/01/2025	Formation Professionnelle Continue
• 4ème d'orientation	20		
• 3ème d'orientation	22		
• CAP Métiers de l'agriculture	25	16	
• CAP Services Aux Personnes et Vente en Espace Rural	26	2	
• Technicien agricole		17	
• Titre pro Coutrier en atelier mode et luxe		8	
TOTAL	93	43	
<i>TOTAL N-1</i>	<i>97</i>	<i>28</i>	

3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'association est propriétaire de ses locaux d'une superficie de plus de 1 000 m² de bâtiment. 242 m² sont utilisés, par les moniteurs, en salle de cours et travaux pratiques.

L'association a employé 26 salariés soit 13,59 ETP dont 6,96 ETP en enseignement.

L'association a signé un contrat avec le Ministère de l'Agriculture pour le financement des formations initiales agricoles.

Provenance des financements :

Ministère de l'agriculture (41 %)

OPCO apprentissage (27 %)

Hébergement restauration voyages d'études ...familles (23 %)

Activités annexes de location et repas (4 %)

Taxe d'apprentissage (1 %)

Conseil Régional (4 %)

4 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règlements de ANC 2014-03. et 2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations corporelles : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production,
 - Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue,
- Les différents composants d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes.
- Stocks : ils sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Provision retraite : Elle est calculée selon plusieurs paramètres :

1. L'âge de départ théorique : 64 ans
2. Taux d'actualisation : 3.7 %
3. La moyenne des salaires des 12 derniers mois
4. Taux moyen de charges sociales 36,26 %
5. Un taux de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise à 64 ans
6. Le nombre de mois dus par l'employeur en fonction de l'ancienneté (selon la convention collective) :
 - Inférieur à 10 ans : 0 mois
 - 10 à 15 ans : 0.5 mois
 - 15 à 20 ans : 1 mois
 - 20 à 30 ans : 1.5 mois
 - + 30 ans : 2 mois

5 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés : Néant

Dettes garanties par des sûretés réelles : Néant

Informations significatives :

Notre association a bénéficié du soutien financier de la Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales de Vendée matérialisé par une aide sous la forme d'une contribution financière d'un montant de 60 000 € afin de réaliser des travaux urgents pour la sécurité, le montant utilisé sur l'exercice 2024/2025 est de 1 926,31 €.

Engagements financiers : Néant

Honoraires commissaires aux 5 100,00 €

ANNEXE

6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé : cf tableau joint

Etat des créances : cf tableau joint

Montant des stocks : 4 503,46

Etat des provisions clients : cf tableau joint

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan :	93 419,09	
- OPCO factures à établir		91 987,95
Charges constatées d'avance :	13 753,08	
- Charges d'exploitation :		13 753,08

7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Subventions d'équipement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en #131 et une quote-part est reprise en résultat tous les ans parallèlement à l'amortissement des biens financés, conformément au règlement ANC 2018-06 (traitement identique au cours des exercices précédents.

Etat des dettes : cf tableau joint

Charges à payer incluses dans les postes du bilan :	87 492,59	
- Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit		-
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés		16 031,92
- Dettes sociales		67 332,44
- Dettes fiscales		4 128,23
Produits constatés d'avance :	85 223,27	
- OPCO financement apprentissage		10 108,58
- Subvention Conseil Régional		5 881,00
- Inscriptions élèves		560,00
- Participations familles voyages d'études		10 600,00
- FDMFR subv travaux urgents sécurité		58 073,69

ANNEXE

8 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions d'exploitation

- Etat Ministère de l'Agriculture	479 780,89
- Conseil Régional/Départemental/communes	48 050,00

Contributions financières : Néant

- FDMFR Vendée	1 926,31
----------------	----------

Contributions volontaires en nature

L'Association n'a pas valorisé les contributions volontaires en nature dans la mesure où ces contributions sont très limitées. En ce sens, la comptabilisation des CNV n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association.

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Etat des immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	4 890		1 020	3 869
Terrains		6 180		6 180
Constructions sur sol propre	5 336			5 336
Constructions sur sol d'autrui	1 509 391	210 552		1 719 944
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	64 364		4 530	59 834
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	19 658			19 658
Matériel de bureau, informatique et mobilier	178 268		1 692	176 576
Emballages récupérables et divers	69 895	299	191	70 003
Immobilisations corporelles en cours	63 760	116 740	34 048	146 452
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	1 910 672	333 771	40 461	2 203 982
Participations				
Autres titres immobilisés	412	12		424
Prêts et autres immobilisations financières	262			262
Total des immobilisations financières	674	12		687
TOTAL	1 916 236	333 783	41 481	2 208 538

Etat des amortissements

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	4 890		1 020	3 869
Terrains		294		294
Constructions sur sol propre	5 336			5 336
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	1 168 152	37 565		1 205 717
Installations techniques, matériel et outillage industriels	30 718	7 534	4 530	33 722
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	19 658			19 658
Mat de bureau et informatique, mobilier	160 374	5 290	1 692	163 971
Emballages récupérables et divers	45 271	5 752	191	50 833
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	1 429 508	56 436	6 413	1 479 531
TOTAL	1 434 398	56 436	7 433	1 483 400

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	24 775		2 744	22 031
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	3 000		0	3 000
TOTAL	27 775		2 744	25 031

Provisions pour dépréciation				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	12 965	15 701	6 204	22 462
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	12 965	15 701	6 204	22 462
TOTAL GÉNÉRAL	40 740	15 701	8 948	47 493

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances			
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	262		262
Total de l'actif immobilisé	262		262
Clients douteux ou litigieux	22 462	22 462	
Autres créances clients	150 851	150 851	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés		56	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	56		
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 431	1 431	
Etat – Divers	13 371	13 371	
Groupes et associés	3 168	3 168	
Débiteurs divers	349	349	
Total de l'actif circulant	191 687	191 687	
Charges constatées d'avance	13 753	13 753	
TOTAL	205 702	205 440	262

Etat des dettes				
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	263 504	28 508	232 800	17 316
Emprunts et dettes financières divers	450	450		
Fournisseurs et comptes rattachés	140 867	140 867		
Personnel et comptes rattachés	50 457	50 457		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	54 580	54 580		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	50 235	50 235		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	24 155	24 155		
Autres dettes	1 798	1 798		
Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	85 223	85 223		
TOTAL	671 269	436 273	232 800	17 316

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	Autres mouvements	A LA CLÔTURE
Fonds propres sans droits de reprise						-
Fonds propres avec droits de reprise						-
Ecart de réévaluation						-
Réserves						-
Autres réserves						-
Report à nouveau	576 525	-111 871				464 654
Excédent ou déficit de l'exercice	-111 871	111 871			80 851	80 851
Situation nette	464 654	-	-	-	80 851	545 505
Fonds propres consommables						-
Subventions investissement	175 515			16 904		158 611
Provisions réglementées						-
TOTAL	640 169	-	-	16 904	80 851	704 116



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau
BP 409
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01